



SÉRIE EP. 2 L'ANÉANTISSEMENT DE LA BANDE DE GAZA

## Urbicide à Gaza : « Ils veulent faire oublier que nous vivions là »

**L'ampleur des destructions menées par l'armée israélienne dans la bande de Gaza est telle que la notion d'urbicide est mobilisée. L'objectif officiel de détruire le Hamas ne suffit pas à expliquer la destruction massive et systématique du bâti et des infrastructures du petit territoire palestinien.**

Zeina Kovacs et Gwenaëlle Lenoir - 27 août 2024 à 14h53

**L'**image est filmée du ciel. Au sol, des bâtiments gris. L'un d'eux, soudain, s'effondre sur lui-même dans un nuage de poussière. La mairie de Rafah vient d'être dynamitée, dit la légende.

Ce n'est qu'une scène ordinaire ces derniers mois dans la bande de Gaza. Un nombre incalculable de vidéos, comme ici, ou là, montrent des dizaines et des dizaines de bâtiments, de blocs d'habitations, d'infrastructures disparaître dans de lourds nuages gris, quand les soldats israéliens font détonner les explosifs qu'ils y ont posés.

Ailleurs, ce sont des bombes larguées du ciel, des missiles tirés de la mer, qui transforment habitations, immeubles officiels, châteaux d'eau, usines de traitement des eaux usées, écoles, en monceaux de gravats et de ferrailles tordues.

Les chiffres varient selon les sources, ce qui s'explique aisément par la difficulté de vérifier sur le terrain les données fournies par les images satellitaires. Ils ont un point commun : ils décrivent des destructions d'une ampleur effarante.

Le Beirut Urban Lab, hébergé par l'université américaine de Beyrouth, mène un travail de recherche intitulé « *Tracing the Urbicide in Gaza* ». Au 6 juillet, dernière date d'actualisation, le laboratoire indiquait que près de la moitié des bâtiments de la bande de Gaza, 46,8 %, était endommagée ou détruite.

## Une ampleur de destructions inédite depuis 1945

La Banque mondiale, en collaboration avec Ipsos, publie une « *Évaluation mensuelle des destructions* », qui étudie douze secteurs depuis le 12 octobre 2023, de l'habitat à l'agriculture en passant, entre autres, par la finance, le patrimoine, l'éducation, le sanitaire, l'énergie, la santé. Les courbes sont étourdissantes.

Au 21 juin, selon sa dernière étude, 64 % des logements étaient endommagés ou détruits, ce qui représente 300 000 maisons ou appartements, l'équivalent de la ville de Toulouse.

Les infrastructures sont elles aussi à terre. 84 % des installations d'eau, assainissement et hygiène sont hors service. Ce domaine inclut les usines de traitement des eaux usées, les réservoirs d'eau, les stations de pompage et celles de désalinisation.

## Moins de cinq litres d'eau par jour et par personne

La destruction des infrastructures d'alimentation en eau et d'assainissement a des conséquences désastreuses sur la santé des habitant-es de la bande de Gaza. Outre l'impossibilité d'assurer les besoins en eau potable, alors que les températures estivales dépassent 30 °C, la population souffre de maladies facilement évitables, notamment gastriques et dermatologiques.

En juillet, un rapport de l'ONG Oxfam révélait que la quantité d'eau disponible par jour et par personne n'est plus que de 4,74 litres. « *Cela représente moins d'un tiers du minimum recommandé en cas d'urgence et équivaut à moins d'une seule chasse d'eau* », écrit l'ONG.

Selon elle, 70 % des pompes à eaux usées, la totalité des installations de traitement des eaux usées et les principaux laboratoires d'analyse de la qualité de l'eau ont été endommagés ou détruits. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (l'Ocha), la destruction des infrastructures et des réseaux d'épuration et de drainage s'élève jusqu'à 68 % dans certaines zones, provoquant des inondations d'eaux usées dans plusieurs camps.

Du côté de l'approvisionnement en eau potable, les chercheurs du [Beirut Urban Lab](#) ont compté, au 6 juillet, 14 des 23 centrales de dessalement hors d'usage, 14 des 35 stations de pompage, et 6 des 11 réservoirs d'eau.

Avant la guerre, Najma Farès, technicienne de l'eau réfugiée en Égypte, installait des mini-stations de filtrage à Gaza pour distribuer de l'eau gratuitement aux habitant·es n'ayant pas les moyens d'acheter de l'eau en bouteille. « *Mes collègues encore à Gaza essaient de démonter les stations intactes pour les déplacer dans les camps* », explique-t-elle. Après l'ordre d'évacuation de Rafah en mai, une station neuve a été déplacée jusqu'au camp de réfugié·es de Khan Younès. D'autres stations détruites au début de la guerre ont été réhabilitées, comme celle de Beit Hanoun, qui alimente le nord de la bande de Gaza.

« *Mais pour la faire fonctionner, il faut du fioul. À cause du manque, on n'arrive pas à satisfaire les besoins en eau de tout le monde* », explique encore la technicienne. En mai dernier, l'Unicef disait à la BBC que sa grande station de désalinisation de Deir Al-Balah ne fonctionnait qu'à 30 % de ses capacités, en raison du manque de carburant.

---

« *Le niveau de destruction à Gaza est tel que la reconstruction des infrastructures publiques nécessiterait une aide extérieure d'une ampleur inégalée depuis 1948* », écrit le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) dans un [rapport](#) publié le 1<sup>er</sup> mai 2024. L'agence ajoute : « *Même dans le cas d'un scénario optimiste dans lequel les matériaux de construction seraient multipliés par cinq à Gaza, il faudrait attendre 2040 pour reconstruire les unités d'habitation détruites.* »

Une prévision qui, aujourd'hui, peut même paraître trop optimiste, puisque les destructions se poursuivent jour après jour et continuent de ravager l'ensemble du territoire et tous les secteurs.

Les experts parlent d'« urbicide », concept forgé dans les années 1960 qui se traduit comme la volonté politique de détruire la ville au sens large, et même de « domicide », qui concerne la destruction des possibilités d'habitation.

Le rapporteur spécial à l'ONU sur le droit à un logement convenable, Balakrishnan Rajagopal, [écrit](#) fin janvier 2024 dans le *New York Times* : « *Une grande partie des infrastructures de Gaza qui rendent les maisons vivables –*

*l'eau et l'assainissement, l'éducation, l'électricité et les systèmes de santé, ainsi que les infrastructures culturelles telles que les mosquées, les églises et les bâtiments publics et historiques – ont été endommagées ou détruites. Cet écrasement de Gaza en tant que lieu efface le passé, le présent et l'avenir de nombreux Palestiniens. En effet, ce qui est arrivé aux maisons et aux vies à Gaza est un crime à part entière : le domicide. Il n'est peut-être pas exagéré de dire qu'une grande partie de Gaza a été rendue inhabitable.* »

Il milite pour que le « domicide » soit considéré comme un crime contre l'humanité et l'avait écrit dans un rapport remis à l'ONU sur la destruction de la ville ukrainienne de [Marioupol](#) par l'armée russe.

La destruction du milieu urbain et de tout ce qui permet d'y vivre est aussi vieille que les villes et les guerres elles-mêmes. À l'époque contemporaine, Sarajevo, Grozny, Alep, Marioupol, en sont des exemples emblématiques.

### **L'urbicide a commencé avant octobre 2023**

Les experts considèrent que cet urbicide, et même ce domicide, n'a pas commencé par la guerre de représailles menée par Israël après les massacres du 7 octobre 2023 commis par le Hamas et d'autres factions palestiniennes.

« *L'urbicide a commencé avec le blocus de la bande de Gaza en 2007 [après la prise de contrôle du territoire palestinien par le Hamas – ndlr]. L'objectif principal du gouvernement israélien n'était pas tant de tuer des dirigeants du Hamas ou d'autres factions palestiniennes que de détruire également la structure physique de la bande de Gaza*, assure Francesco Chiodelli, professeur de géographie urbaine et politique à l'université de Turin (Italie). *Il s'agit d'une punition collective, qui vise à maintenir la population gazaouie dans une situation de profonde précarité, pour la pousser à se débarrasser du Hamas.* »

Avant la présente guerre, le petit territoire palestinien a connu plusieurs offensives destructrices, auxquelles la population gazaouie ne pouvait échapper, l'espace terrestre, aérien et maritime étant sous contrôle israélien : en 2008-2009, en 2012, encore en 2014 puis en 2021.

« C'est bien pire que tout ce qu'on a connu jusque-là, bien pire que Rotterdam, Dresde ou Tokyo pendant la Seconde Guerre mondiale, ou Homs et Marioupol plus récemment. »

Balakrishnan Rajagopal, rapporteur spécial à l'ONU pour le droit à un logement convenable

L'urbicide ne se limite pas à la destruction physique, par bombardement, détonation volontaire ou utilisation d'engins comme les bulldozers, mais recouvre également l'empêchement de la reconstruction : « Dès avant le 7 octobre, Israël a utilisé toutes sortes de méthodes, en limitant drastiquement, grâce au blocus, l'entrée du matériel de construction et la circulation des personnes », rappelle Deen Sharp, géographe urbain et chercheur invité à la London School of Economics.

Ce qui se déroule sous nos yeux depuis près de onze mois est cependant exceptionnel.

Jamais, affirment les experts et les géographes, une telle ampleur n'a été constatée. « C'est bien pire que tout ce qu'on a connu jusque-là, bien pire que Rotterdam, Dresde ou Tokyo pendant la Seconde Guerre mondiale, ou Homs et Marioupol plus récemment, assure Balakrishnan Rajagopal à Mediapart. Je n'ai jamais vu le niveau de destruction et la férocité que nous connaissons à Gaza. Plus de bombes ont été larguées et plus de décombres ont été créés à Gaza que dans n'importe quel autre conflit ayant fait l'objet d'études. »

« Lors des guerres précédentes, les frappes étaient plus ciblées. Elles touchaient des immeubles et des édifices publics précis, plus quelques installations industrielles. La centrale électrique, par exemple, l'était systématiquement, reprend Francesco Chiodelli. Aujourd'hui, la destruction paraît totalement hors de contrôle, car l'armée israélienne cible tout sans exception. L'objectif semble de rendre le désastre total et inévitable, de ramener Gaza au point zéro. »

L'armée israélienne, sollicitée par Mediapart, répond : « Il n'existe pas de doctrine dans les FDI [Forces de défense d'Israël – ndr] qui vise à causer le maximum de dommages à des infrastructures civiles hors de nécessités militaires. Les actions des FDI sont fondées sur la nécessité militaire et conformes au droit international. »

Dans une longue réponse à nos questions, elle affirme agir pour empêcher le Hamas de menacer les citoyen·nes israélien·nes et mettre en place un plan de défense du sud d'Israël. Elle affirme : « *Le Hamas et d'autres organisations terroristes implantent illégalement leurs moyens militaires dans des zones civiles densément peuplées. Dans certains cas, des quartiers entiers de la bande de Gaza sont transformés en complexes de combat utilisés pour des embuscades, abritant des centres de commandement et des entrepôts d'armes, des tunnels de combat, des postes d'observation, des positions de tir, des maisons piégées et pour la pose d'explosifs dans les rues.* »

« Ce à quoi nous assistons est un urbicide de l'intime. Ils détruisent le moindre fragment de la vie des gens. »

Francesco Chiodelli, géographe et urbaniste

L'argument, avancé systématiquement quand les actions militaires de l'État hébreu sont critiquées, n'est pas jugé recevable par les experts : « *Même lorsque les Israéliens justifient leur action en affirmant qu'ils visent en fait les centres de commandement et de contrôle du Hamas – affirmation qui n'est généralement jamais prouvée –, la destruction massive d'habitations sans distinction n'est jamais autorisée* », réplique Balakrishnan Rajagopal.

« En matière de droit international, reprend Deen Sharp, démolir un quartier entier parce qu'il y a des tirs de roquettes piétine l'obligation de protéger les civils et de s'assurer qu'ils ne sont pas pris au piège. Elle inclut aussi leurs domiciles et leurs quartiers. Nous ne parlons pas ici de combats qui se déroulent dans des campements militaires ou des tranchées. Nous parlons de salons, de lieux de travail et, dans de nombreux cas, d'écoles. Ce que nous voyons à Gaza, c'est le déchaînement d'une incroyable vengeance, la concrétisation de l'idée fondamentale de l'urbicide, de cette destruction délibérée. »

## Détruire la mémoire, et le cadastre

La violence extrême qui se déchaîne contre le tissu urbain et les infrastructures de la bande de Gaza va au-delà d'une opération militaire aux objectifs rationnels et réfléchis. Elle relève de la logique génocidaire, a plaidé Tembeka Ngcukaitobi pour l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice lors de l'audition du 11 janvier 2024. L'avocat a soutenu que la démolition à l'explosif de quartiers entiers, à Shuja'iyya et à Khan

Younès par exemple, répondaient aux injonctions des dirigeants israéliens de raser Gaza. Pour appuyer ses dires, il a fait projeter des vidéos filmées et diffusées par des soldats israéliens assumant les destructions massives.

« Les soldats ont désormais tendance à se filmer en train de commettre des atrocités contre des civils à Gaza, dans des sortes de “snuff videos”. L’un d’entre eux s’est enregistré en train de faire exploser plus de 50 maisons à Shuja’iyya ; d’autres soldats ont été filmés en train de chanter : “Nous détruirons tout Khan Younès et cette maison”, “Nous vous ferons exploser pour ce que vous êtes et pour ce que vous faites” », a asséné Tembeka Ngcukaitobi.

Dans la foulditude de posts sur les réseaux sociaux, le site d’investigation Bellingcat a trouvé des sources permettant de retracer les activités d’un bataillon du génie, le commando 8219, associé à la brigade 551, membre de la division 98. L’enquête de Bellingcat démontre par exemple que la découverte de deux utilitaires contenant des armes et un drone a conduit le commando à faire exploser plusieurs immeubles de dix étages.

Dans d’autres vidéos, des soldats se mettent en scène se réjouissant des détonations et posant devant des habitations transformées en nuage de poussière gris.

« Ce qu’ils détruisent, c’est la mémoire des gens. Une maison, c’est un nid. C’est l’endroit où vous êtes avec vos proches, votre famille, analyse Francesco Chiodelli. Ce à quoi nous assistons est un urbicide de l’intime. Ils détruisent le moindre fragment de la vie des gens. »

Nour Elassy est une jeune femme d’une vingtaine d’années, étudiante en littérature anglaise et française. Elle habitait avec son père, enseignant retraité, sa mère et sa petite sœur, dans le quartier de Shuja’iyya. Quand elle a quitté sa maison, elle n’a emporté qu’un livre et un peu de maquillage. Aujourd’hui déplacée dans le centre de la bande de Gaza, elle raconte à Mediapart ce qu’elle a perdu.

« C’était une belle maison, si calme. Nous avions un jardin, avec des citronniers, des oliviers, et des rosiers dont ma mère s’occupait. Bien sûr, ce n’était pas toujours facile, nous n’avions que six heures d’électricité par jour, huit maximum, et souvent nous manquions d’eau. Mais j’avais ma propre chambre, et cette chambre était tout pour moi. J’y étudiais, j’y peignais, j’y dormais, j’y mangeais parfois, se souvient-elle. J’aimais aussi particulièrement aller m’installer sur la terrasse. Il ne se passait pas un seul jour sans que j’aie y contempler le coucher du soleil. Ou, l’hiver, regarder la pluie tomber. Ils [l’armée israélienne – ndlr] m’ont arraché tout ceci. »

Nour avait une tendresse particulière pour le quartier de Rimal, à Gaza City, le quartier chic, plein de cafés et d’artistes. « Et les lumières de ramadan près de chez moi à Shyja’iyya », ajoute-t-elle.

Aujourd’hui, de sa voix douce, elle dit qu’elle ressent « de la tristesse, mais encore plus de la colère » : « Ils veulent faire oublier que nous vivions là. Ils veulent éradiquer nos vies tout entières, raser cet endroit appelé Gaza. »

Nour espère vivre assez pour voir l’après-guerre et la reconstruction.

Qui sera tout sauf facile. Non seulement à cause de l’ampleur des destructions, mais aussi parce que, comme le raconte le journaliste Rami Abou Jamous, l’armée israélienne a fait exploser le palais de justice, où se trouvaient les archives judiciaires, et le bâtiment qui abritait le « taabou », le cadastre et le registre foncier. Les habitant·es de Gaza n’ont plus les preuves qu’ils possédaient une parcelle, une maison, un immeuble. Ils n’ont plus que des souvenirs.

**Zeina Kovacs et Gwenaëlle Lenoir**

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l’adresse [enquete@mediapart.fr](mailto:enquete@mediapart.fr). Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, [la marche à suivre est explicitée dans cette page](#).